CGT-INRA | CGT FERC SUP | SUD ÉDUCATION | Solidaires étudiant-e-s

Appel à la mobilisation dans les établissements d'Enseignement supérieur et de Recherche le 11 décembre 2014

L'Enseignement supérieur et la Recherche connaissent un plan de restructuration de grande ampleur : regroupements d'établissements, notamment au travers des COMUE, manque de budgets, entraînant fermetures de filières, suppressions d'options, parfois même limitation des capacités d'accueil… Dans tous les établissements, nous subissons le gel et la suppression de nombreux postes, la mise en compétition des personnels restants (individualisation des salaires par les primes,...), la dégradation des conditions de travail à cause du manque de moyens.

Malgré les annonces du gouvernement, l'Enseignement supérieur et la Recherche sont victimes d'une baisse drastique de leurs crédits pour 2015, -75 millions d'euros pour les universités et -41 millions d'euros pour la recherche, baisse aggravée par l'augmentation des cotisations sociales : l'austérité s'applique aussi aux universités et aux organismes de recherche.

En préparant mutualisations et fermetures de filières et de services, les COMUE, machines à broyer budgets et emplois, sont au coeur de l'austérité à l'Université.

Comme le remarque la motion présentée au CNESER, et votée par les représentants de FO et de la CGT : « Toutes ces mesures s'inscrivent dans le cadre du « Pacte de responsabilité » et dans le cadre d'ensemble de la régionalisation-territorialisation de l'ESR, qui a pour but de transférer sur les régions les charges financières et les missions qui sont celles de l'État. Ainsi, la mise en place des COMUE aboutit à remettre en cause les principes d'indépendance, de laïcité et de gratuité sur lesquels est fondé ce service public, sans égard pour l'intérêt des 2 millions d'étudiants et 300 000 salariés de l'enseignement supérieur et de la recherche et à un véritable démantèlement avec la mise en place de structures technocratiques et opaques, et encore plus de mutualisations ainsi que la focalisation des activités sur un nombre réduits de créneaux.

Cette politique conduit à de nouvelles suppressions d'emplois, entraîne un développement supplémentaire de l'emploi précaire, ouvre la porte à la mobilité forcée et renforce le recours à la sous-traitance. Cette politique débouche sur l'élévation des droits d'inscription pour les étudiant-e-s. Des privatisations graduelles de services et diplômes sont à redouter. La régionalisation, ainsi mise en place, du dispositif national d'enseignement et de recherche est aussi lourde de menaces pour le devenir des EPST nationaux : CNRS, INRA, INSERM, … »

La CGT INRA, la CGT FERC Sup, SUD Éducation, et Solidaires étudiant-e-s appellent à la journée d'action du 11 décembre 2014 dans l'Enseignement supérieur et la Recherche sur la base de ces mots d'ordre :

- **contre les COMUE : le ministère ne doit pas publier les décrets les mettant en place**
- **contre l'austérité, incarnée dans le « Pacte de responsabilité » : le ministère doit allouer les moyens nécessaires à tous les établissements, sans critères "d'excellence".**

Montreuil, le 9 décembre 2014

Organisations signataires : CGT INRA, CGT FERC SUP, SUD ÉDUCATION, SOLIDAIRES ÉTUDIANT-E-S